

Post-Scriptum

L'INFO CRITIQUE DES ETUDIANTS

N°11

Sommaire

- Éditorial p. 2
- A la Une :
Inscription sur les listes
électorales à Dijon p. 4
- Dossier local suite :
UAD, attention danger p. 5
- Dossier national :
Sarkozy et la Justice p. 6
- Dossier international p. 7
- Patrimoine :
Les sources de la Seine p. 9
- Histoire :
Les traces de la SFIO p. 10
- Société :
Humeur Noire p. 11
- Brèves
Création de SOS Fac p. 12



**Citoyen,
prépare ton avenir**

RENTREE 2006

Université de Bourgogne

GRATUIT



Post-Scriptum

pscriptum@hotmail.com
http://pscriptum.canalblog.com

Fondateur :

Jean-Baptiste Hermann

Rédaction :

5, rue Henri Baudot
21 000 Dijon

Directeurs de publication :

Jean-Baptiste Hermann
et Jérôme Carré

Direction de rédaction :

Vincent Bégrand
Antoine Hoareau
Raphaël Mendak

Comité d'orientation et de rédaction :

Bahija Azouzal (Eco-
Gestion)
Vincent Bégrand (Philo.)
Cécilia Blanchard (Hist. de
l'Art)
Jérôme Carré
Ludovic Cour (Droit)
Fabien Gervais (Droit)
Jean-Baptiste Hermann
(Philo.)
Antoine Hoareau (Eco-
Gestion)
François Jehl (Info.)
Mikaël Jover (A.E.S.)
Marie Lombard (Droit)
Jérémy Lowicki (Histoire)
Oriane Melta (Bio)
Claire Ménard (L.L.C.E
Anglais)
Raphaël Mendak (Pluri.)
Myriam Morele (Droit)
Raphaël Petitboulanger
(I.U.T. G.E.A.)
Clément Pialat (Droit)
Noémie Pribetich (Psycho.)
Nicolas Rollet (Chimie)
Grégory Stephan (Bio.)

EDITORIAL

Ça y est, demain c'est 2007...

Depuis le temps que l'on attend ça. Enfin la possibilité de changer. Après une année mouvementée comme nous venons de la vivre, autant pour les étudiants que pour les lycéens, après une période dense d'opposition, qui devait nous conduire comme nous l'évoquions dans le N° 10, aux propositions, nous voilà désormais à la veille d'échéances cruciales dont nous devons mesurer toute l'importance de la participation. Depuis le temps que l'on attend ça. Enfin la possibilité de participer. Après presque 4 ans de soutien à celle qui a fait de la Démocratie participative l'un de ses chevaux de bataille, notre journal peut enfin voir ses valeurs et ses analyses défendues au nom du camp de la Gauche démocratique.

Au-delà de la participation électorale qui passe par la nécessaire inscription sur les listes (avant le 30 décembre pour qui ne l'a pas encore fait !), il y a la participation au débat sur notre avenir commun. Chacun doit être libre d'y participer et en mesurer sa chance...

Car la Liberté se traduit par une conscience de la responsabilité. Or aujourd'hui triste est de constater que l'individu s'enferme dans un égoïsme l'aliénant à la résignation. Les possibilités de voir des jours meilleurs disparaissent alors à force de sacrifier l'idée de Destinée collective. La conscience de l'impact environnemental et sociétal de nos actes d'aujourd'hui devrait nous pousser à davantage d'efforts citoyens. Certaines bonnes volontés peuvent néanmoins objecter qu'il est décourageant de voir un pouvoir décisionnel éloigné de la société civile, un monde technocratisé, et des petits efforts pouvant sembler vains face à l'imposante machine ultralibérale. Là est l'ambition de la Démocratie participative. Redonner espoir en la Citoyenneté. Redonner confiance en chacun. Mais pour cela il s'agit de ne pas tromper ; rapprocher chacun des décisions demande un effort pédagogique et sincère.

Voyons les dernières élections étudiantes, et notamment celles qui touchent directement à notre vie, à savoir le renouvellement du CROUS. Un taux de participation qui n'inquiète pas l'administration, et qui est pourtant comme le veut la tradition étonnement bas. Nouveauté cette année, la percée inquiétante de la Droite. Du jamais vu, l'UNI, qui n'est pas réputée comme étant de « la Droite tendre », parvient à siéger dans l'organisme qui a pour mission de délivrer les bourses et de venir en aide aux étudiants en difficulté... A qui attribuer ce désastre ? Vous me direz, il y a des parfums de 2007 dans tout ça. Mais cela ne suffit pas à expliquer une soudaine politisation du côté conservateur. Il est à noter que l'on pouvait s'attendre à des scores impressionnants de la part de l'UNEF, aux vues des dernières mobilisations et des très probables augmentations d'effectifs militants qui ont dû s'en suivre. De ce point de vue là, c'est un échec de l'UNEF. Il est également décevant de voir la FSE non représentée dans cette instance à portée sociale. Mais les véritables perdants de ce scrutin sont les associatifs qui ne méritent pas ce désaveu et paient en réalité leurs prises de position durant le CPE. Parties désunies, les assocs n'ont pas surmonté un double obstacle : les effets de la période agitée du CPE mal digérés, cela à l'approche d'élections présidentielles. Le souvenir du blocage de la fac qui joua sur plusieurs points en défaveur des anti-CPE, la haine et l'incompréhension entretenues de toute part durant cette période infiniment politique, marquent encore les esprits. La prise de position des assocs contre le CPE est tout à leur honneur, mais a été vécue comme...

...une trahison pour les étudiants dont la sensibilité droitiste se politise davantage à la veille de présidentielles.

Si l'électorat de Droite se réveille d'un autre côté les militants, eux, se radicalisent. Ainsi, au-delà des incidents relevés sur le campus durant la crise du CPE, on pu voir la fédération du Parti socialiste recouverte d'autocollants UNI pro-CPE à en effrayer un maniaque. La Droite se réveille donc... Et ce n'est pas ce constat le plus inquiétant. Symétriquement à la Gauche, la Droite chez les jeunes connaît les dérives extrémistes. Celles-ci s'observent actuellement sur les sites qui fleurissent sur la blogsphère étudiante et dont la démagogie mélangée à la confusion composent la recette officielle. Ainsi, on peut voir à Dijon des adresses véhiculées comme celle d'un blog qui étale la culture comme la confiture ou encore un forum où le débat politique se résume à des vidéos de Jeanne d'Arc à la gloire de vous savez qui. Certains vont jusqu'à oser parler de « socialiste-révolutionnaire »... les temps ont changé. Vive l'Internationale, peut-on leur répondre. Toujours dans la stupéfaction et l'état d'alerte, évoquons la nouvelle campagne d'affichage du FN qui se modernise avec l'illustration d'« une jeune femme d'origine maghrébine » défendant la Laïcité. Lorsque l'on va visiter les sites d'information générale, comme celui du Nouvel Obs, on est consterné par le genre de réactions à l'égard du leader d'extrême-droite. Les réacs semblent être décomplexés depuis un certain 21 avril. Vous me direz s'ils se rendent plus visibles on perçoit mieux le danger. C'est vrai, mais l'inquiétant est que ce danger semble s'accroître et il ne suffira pas cette fois d'un simple sursaut citoyen. Rappelons-le, la participation en mai 2007 doit être massive. En ce sens, nous avons consacré notre Une à l'inscription sur les listes qui peut être un oubli que l'on ne se pardonne pas.

Espérons que l'ensemble du camp démocrate s'est suffisamment activé à cette tâche citoyenne. De notre côté, nous ferons le maximum pour faire barrage à l'intolérance et à l'égoïsme. Espérons que les querelles de chapelle n'entraveront pas un débat citoyen sincère et dans le respect de chacun. Notre journal suite au dernier numéro a essuyé plus d'une « attaque ». Au-delà des réactions qui furent nombreuses sur notre blog après la publication d'un article sur la Droite locale - et dont les informations étaient véritables - l'impact du CPE a pris des proportions démesurées. Ainsi, Post-Scriptum a été l'objet de diverses menaces. La bêtise qui guidait certains à la comparaison de notre journal avec un « torchon » n'eu pas comme écho leur courage. Car nous attendons toujours une opposition à Post-Scriptum, ou du moins on cherche encore un autre

journal d'info critique des étudiants... Et on ne parle pas de la presse quotidienne de Côte-d'Or marquée (elle aussi, me direz-vous) politiquement, ni de la « gazette » avec ses classements VIP hilariants. Si nous tenons à ces remarques, c'est parce que la citoyenneté ne peut s'exercer avec honnêteté que dans un climat relativement serein.

Nous sommes bien conscients que les attaques à caractère discriminatoire n'avaient pour motivation que la haine et l'incapacité à formuler des critiques constructives. Les propos sont allés loin de la part de personnes se réclamant de certain syndicat, ce que l'on a du mal à croire lorsque l'on mesure la teneur des attaques pour des membres soi-disant d'organisation de gauche...

Et ce n'est peut-être pas un hasard si l'on voit désormais naître sur le campus une association étudiante qui s'attaque directement aux problèmes liés aux préjugés et à la haine. Saluons en effet la venue de SOS fac (comité étudiant de SOS racisme) dans un contexte où la bien-pensance de gauche a étouffé les possibilités offertes suite au mouvement du CPE de créer un front citoyen unissant dans la diversité tous ceux qui comptent combattre l'intolérance des forces réacs en 2007. Nous avons fait l'expérience douloureuse de vouloir l'unité sans pour autant négliger notre étiquette. Demain, il faudra s'unir face à une Droite d'un nouvel âge, dont la ténacité ne laissera pas la place à la détérioration futile de la Gauche démocratique de la part de ceux qui crachaient hier sur les « socialos », « les soc-dem », les réformistes...

La Démocratie nécessite l'écoute, le débat... Aux représentants associatifs, syndicaux, politiques de montrer l'exemple. L'élan de Démocratie participative est une chance que nous espérons depuis longtemps tout comme la volonté de changer la façon de faire de la Politique. Rêvons d'une société où l'apparence s'abandonne pour laisser place à davantage de sincérité et d'humilité.

Passons de l'incertitude comme norme à une volonté générale de dessiner l'Avenir, de désirer Demain.

Bonne fêtes et bonnes révisions,

Jean-Baptiste HERMANN

Fiche Technique Comment s'inscrire sur les listes électorales à Dijon

Aux termes de l'article L. 9 du Code Electoral, l'inscription sur les listes électorales est obligatoire.

Les jeunes âgés de 18 ans, nés entre le 1er mars 1988 et le 28 février 1989 sont inscrits d'office d'après la loi 97-1027 du 10 novembre 1997.

Toutefois, les jeunes gens domiciliés à Dijon, nés dans la même période et qui n'auraient pas reçu de courrier de la mairie, sont invités à se présenter spontanément, impérativement avant le 31 décembre prochain, afin d'établir une inscription volontaire sur les listes de Dijon.

Par ailleurs, doivent demander leur inscription :

- les personnes remplissant les conditions pour être électeurs qui ne seraient pas inscrites sur la liste électorale de Dijon,
- les personnes qui ont changé de domicile ou de résidence à l'intérieur de Dijon.

Les demandes d'inscription sont reçues actuellement dans toutes les mairies (centrale et annexes) et jusqu'au 31 décembre 2006. Elles prendront effet au 1er mars 2007.

Pour se faire inscrire se munir :

- d'une carte nationale d'identité en cours de validité,
- ou d'un passeport en cours de validité,
- ou d'un certificat de nationalité ou décret de naturalisation accompagné de, soit :
 - d'une carte nationale d'identité périmée,
 - d'un passeport périmé,
 - d'une carte du combattant de couleur chamois ou tricolore,
 - d'une carte d'invalidité civile ou militaire avec photographie,
 - d'une carte d'identité de fonctionnaire avec photographie délivrée par le directeur du personnel d'une administration centrale, par les préfets ou par les maires au nom d'une administration de l'Etat,
 - d'une carte d'identité ou carte de circulation avec photographie délivrée par les autorités militaires,



- d'un permis de conduire, d'un permis de chasser avec photographie.
- et d'un justificatif de domicile de moins de trois mois, nominatif (nom et prénom) et mentionnant l'adresse exacte.

Pour effectuer son changement d'adresse dans Dijon se munir :

- d'un document attestant de l'identité (voir titres mentionnés ci-dessus),
- et d'un justificatif de domicile de moins de trois mois, nominatif (nom et prénom) et mentionnant l'adresse exacte.

Les personnes qui déposeront leur demande d'inscription sur la liste électorale, après le 31 décembre 2006 ne figureront sur celle-ci qu'à compter du 1er mars 2008.



Lieux d'inscriptions :

- service des élections (cour de Flore), du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h30,
- service de l'état civil / bureau des formalités administratives (cour de Flore), du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et 13h30 à 17h15 ; le samedi matin de 9h30 à 12h30.
- mairies annexes : du lundi au vendredi - de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00,
- vous avez également la possibilité de vous inscrire par voie postale ; dans ce cas, contactez impérativement le service des élections de la ville de Dijon : 03.80.74.51.78 ou 03.80.74.59.02

Permanences des quatre samedis de décembre :

- les samedis 9, 16 et 23 décembre ; de 9h30 à 12h30 : bureau des formalités, service des élections, mairies annexes.
- le samedi 30 décembre, de 9h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h30 : bureau des formalités, service des élections, mairies annexes.

Les demandes d'inscriptions doivent être déposées avant le 31 décembre 2006.

F.G. d'après le site www.dijon.fr

UAD : attention DANGER !

De nombreuses réactions sont apparues sur le blog de POST-SCRIPTUM



Extraits lus sur <http://pscriptum.canalblog.com> :

« [...] L'article sur l'UAD est un exemple dans le genre désinformation. [...] Moi aussi je suis jeune, j'ai certains idéaux sur la politique, que je considère comme un art noble. Mais quelle déception de lire un tel ramassis de mensonges et d'information inexactes ou déformées. Certifier vos sources, [...] et essayez d'adopter un avis critique et personnel, vous n'êtes pas obligés d'être des "bénéni-oui-oui" de votre dévoué REBSAMEN. »

Posté par Guillaume, 22 août 2006 à 10:35

« On vient de me remettre il y a peu le 10ème numéro du journal "d'information critique des étudiants" intitulé "Post-Scriptum", dont il est nul besoin de chercher très longtemps la couleur politique. [...] En matière de communication et de désinformation, on atteint là des sommets [...] même si comme l'affirme les éditorialistes "L'ambition de notre journal est en effet, depuis sa création, de se battre pour relancer la conscience citoyenne sur le campus" (Post-Scriptum n°6). [...] On y lit [...] de sérieuses contres vérités dont l'objectif est triple: dénigrer, discréditer et désinformer.

[...] On y apprend tout d'abord que "François-Xavier DUGOURD n'a pas de grands projets, ni même d'idées sur l'avenir de Dijon. Seuls les problèmes de circulation semblent aujourd'hui l'interpeller". Certains devraient tout de même apprendre à lire et arrêter de prendre pour argent comptant la propagande du Maire de Dijon ! [...] Nous apprenons ensuite comment nos "Directeurs de la désinformation" cherchent très sournoisement à lui attribuer certains propos, soit disant tenus par des intervenants "L'université est une usine à fabriquer des cancras" ! [...] Pour poursuivre, nous apprenons comment l'opposition municipale s'oppose systématiquement à toutes les décisions de la majorité socialiste de Dijon ! [...] Enfin cerise sur le gâteau ils nous apprennent comment l'opposition municipale a voté contre la Gare TGV ! Si nos jeunes amis étaient un tant soit peu objectifs et sérieux, ils sauraient que l'opposition a voté contre le choix du SITE D'IMPLANTATION, et non contre le projet lui-même, mais que la perfidie du maire de Dijon, a fait le reste ! [...] L'ensemble des conseillers d'opposition a alors demandé, à plusieurs reprises, que chacun de ces alinéas puisse faire l'objet d'un vote séparé et non d'un vote global comme ce fut le cas. Le départ et le refus de voter le projet n'auraient-il pas plutôt été provoqué par la décision [...] de M. le Maire de faire voter en bloc le point n°2 [...]

En conclusion, on ne peut que dénoncer véhémentement ces méthodes parfaitement déplorables et dignes d'une époque que l'on pensait révolue en France (et à Dijon), celle des grandes "démocraties" stalinienne !

Certains n'ont pas oublié qu'avant d'être socialistes ils avaient été trotskistes ! [...] »

Posté par Lucie, 04 septembre 2006 à 16:17

Avis de l'auteur sur ces réactions :

Que dire ? Si je résume, nous sommes les apôtres du Maire de Dijon, ses représentants sur l'Université de Bourgogne, notre journal relève plus du communisme stalinien que de la démocratie et nous aurions tous été des trotskistes avant de devenir des sociaux-traitres ! Merci à la droite local pour son éclaircissement sur l'histoire de notre engagement militant et qui nous montre sa non culture sur l'histoire de la politique.

Nous savions en publiant cet article que les réactions seraient nombreuses. Mais en répondant si violemment, elles nous donnent raison. Nos propos sont toujours restés respectueux envers les personnes et les idées contrairement aux réactions lues sur Internet.

Alors soyons clair, notre journal est une publication de l'association loi 1901 dénommée POST-SCRIPTUM qui a pour objet la rédaction d'un journal à destination de la population étudiante. Notre engagement dans cette association est né d'une volonté de se battre pour relancer la conscience citoyenne des étudiants. A cet objectif nous proposons un journal qui analyse l'actualité (locale, nationale et internationale) et qui développe plusieurs dossiers sociétaux et culturels.

L'UAD est une association créée en 2001 suite à la défaite de la liste RPR aux élections municipales et qui regroupe la majorité des conseillers d'opposition UMP. Cette association est dirigée par François-Xavier Dugourd, candidat à la prochaine municipale. On me reproche de faire de la désinformation mais je n'ai que relaté dans cet article les propos de FXD et l'analyse faite de notre rencontre avec lui en novembre 2005, l'analyse faite de ses prises de positions publiques et de l'attitude du groupe UAD-UMP dans les instances municipales.

La politique que propose la droite dijonnaise tourne autour d'un point central : la place de la voiture. Nous ne concevons pas l'avenir de Dijon ainsi. Sans perdre notre esprit critique, nous défendons la politique de la municipalité actuelle. Nous pensons quelle est ambitieuse pour Dijon. Nous constatons que le travail parcouru depuis 2001 est plus important que celui de la droite durant les 30 dernières années. Nous ne sommes pas favorable à l'arrivée de la droite aux responsabilités à Dijon avec la mise en place d'une politique centrée sur des moyens dépassés et qui risquerait de voir la place de Dijon en France et en Europe revenir à celle qu'elle avait avant 2001.

Notre cité s'est éveillée comme l'engagement avait été pris. Face à des attitudes méchantes, dangereuses et un projet simpliste, nous défendrons dans notre journal l'avenir de Dijon dans un projet cohérent et ambitieux pour l'ensemble de la population. UAD : attention danger !

A.H.

Quand Sarkozy fait intrusion chez les juges

Revenons sur les positionnements de Sarkozy par rapport au travail des juges des mineurs à Bobigny, des déclarations qui en disent long sur les méthodes douteuses que le ministre utilise pour faire de la politique.

Nicolas Sarkozy, en prenant pour appui des mauvais chiffres de la délinquance des mineurs en Seine Saint-Denis, a, le 20 septembre dernier, crut bon d'accuser les magistrats du tribunal de Bobigny de « démission », voire de « laxisme » face à des délinquants « multirécidivistes » que l'on laisserait dans la nature. Ainsi ils bénéficieraient de l'impunité.

Cet exposé est d'autant plus scandaleux qu'il interprète les faits de façon tendancieuse. Comme le souligne Hélène Franco, juge des enfants au tribunal de Bobigny, « L'accusation de Sarkozy est d'autant plus extravagante que la tendance générale est exactement inverse ! ». Car les statistiques de la justice dans le département sont claires : le taux de réponse pénale (part des affaires faisant l'objet d'une poursuite) sur les faits de délinquance a grimpé de manière continue ces dernières années et atteint en 2005, 83%, soit deux points de plus que la moyenne nationale. De toute évidence, M. Sarkozy ne porte guère d'intérêt à la réalité du travail des juges. Il s'agit pour lui de créer une polémique afin d'esquiver les questions sur l'efficacité de sa politique. En effet, il veut détourner l'attention de l'opinion de l'échec de sa politique ultra sécuritaire et de l'inefficacité d'intervention et d'organisation des services de police. Mais, il ne voit pas en cela les conséquences perverses de la suppression qu'il a orchestrée de la police de proximité. Il préfère montrer du doigt le prétendu laxisme des magistrats.

Le ministre, quand il déclame que tant de délinquants sont « remis en liberté » et laisse croire que les juges rendent des jugements signant une grande permissivité face aux actes de délinquance des mineurs, fait, comme à son habitude, la part belle à la démagogie. Il regrette la baisse du recours à l'incarcération. Ce n'est

pas ce que pense Thierry Baranger, premier juge pour enfants à Bobigny et président de l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille qui s'agace de la transformation « des mesures éducatives en mesure pénales ».

Il explique, « Le gamin qui multiplie les délits a, plus que tout autre, besoin d'un suivi éducatif en profondeur. La simple sanction ne suffit pas à changer les choses, il faut du travail social ». Il ajoute « Mieux vaut satisfaire le grand public en faisant rimer sanction avec prison, plutôt que de lui expliquer que sortir de la délinquance réclame patience et ténacité. » Il n'en faut pas plus pour expliquer que les choix budgétaires de ces dernières années soient orientés sur la création de centres fermés pour mineurs alors, qu'actuellement, les demandes de placements en foyer éducatif mettent des mois avant d'aboutir.

En revenant sur les propos de M. Sarkozy, on regrette qu'il se contente de se complaire dans des réflexions superficielles loin de toute analyse consistante et qu'il renvoie dos à dos des juges qui ne sauraient pas sanctionner les délits des mineurs, et des jeunes gens pour lesquels le seul avenir adéquat serait l'enfermement. En outre, on ne peut que se féliciter de l'attitude de la Justice qui s'occupe plus de faire respecter le Droit que de céder à des pressions politiques.

Ce qu'il faut rappeler à M. Sarkozy, c'est que dans une démocratie, il y a séparation des pouvoirs, et quand il nie ce principe fondamental inscrit dans la Constitution, on en vient à se poser la question du respect que le ministre entretient pour les institutions de la République. Ses déclarations qui les malmènent ne risquent-elles pas de pousser les citoyens à perdre toute confiance en celles-ci ? Car, avec cette démarche d'instrumentalisation populiste de l'autorité judiciaire, le ministre affaiblit la cohérence de l'appareil d'État. Et on ne peut que s'inquiéter qu'un ministre, de surcroît candidat à la Présidence de la République, utilise des tels moyens !

C.P.



INTERNATIONAL

Brésil

Lula réélu président

Lula a facilement remporté les élections présidentielles avec 60,62% des suffrages et se voit reconduit pour quatre ans, jusqu'en 2010, à la tête de l'État brésilien.

L'ancien ouvrier métallurgiste, qui avait triomphé il y a quatre ans, a conservé toute sa popularité et prouve par sa réélection que la voie sociale-



démocrate peut réussir en Amérique du Sud, le Brésil en est l'exemple.

Finalement, Lula prouve, malgré le scandale des affaires de corruption qui ont touché jusqu'à son entourage, qu'il ne souffre pas de l'usure du pouvoir. Il obtient en pourcentage, un résultat sensiblement égal à celui de 2002, mais avec le soutien de 58 millions d'électeurs.

Hausse du SMIC de 25% et distribution de bourses à 12 millions de familles pour scolariser et soigner les enfants, le président s'est, durant son premier mandat, occupé autant qu'il a pu des plus démunis, dans le cadre d'une politique monétaire et budgétaire très rigoureuse destinée à en finir avec le déficit, et la dévaluation du real. Le Brésil a remboursé le FMI ce qui lui a coûté une croissance trop faible pour faire cependant face à toutes les nombreuses urgences.

Grâce aux 58 millions de votes, Lula sort grandi de cette réélection. Le chef de l'État brésilien veut désormais donner la priorité à la croissance économique, à la redistribution et à une éducation de qualité.

V.B.

Darfour

Premier génocide du 21^{ème} siècle

La région du Darfour, au Nord- Ouest du Soudan, est ravagée, dans l'indifférence, depuis février 2003 par un conflit politico-économique responsable de plus de 300 000 morts, de 2,5 millions de déplacés à l'intérieur des frontières et de plusieurs centaines de milliers de réfugiés au Tchad.

Ce bilan terrifiant résulte de la mise en œuvre de méthodes particulièrement inhumaine qualifiées par l'ONU de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité:

- Raides aériens sur les villages et attaques de camps de déplacés.
- Utilisation du viol comme arme de guerre.
- Vol du bétail, destruction des récoltes, empoisonnement des sources d' alimentation en eau et incendie des villages.
- Incarcérations arbitraires et tortures.
- Menace de l'aide humanitaire.

Le conflit humanitaire a éclaté en février 2003 quand des populations noires africaines ont pris les armes contre le gouvernement central qui a alors armé des milices arabes pour réprimer le soulèvement. Ces miliciens, les "djangjaouids", sont accusés de massacres, de viols et de pillages dans toute la région, sur les Fur, Massalit et Zaghawa, des ethnies noires africaines composées de cultivateurs, de cette province de l'Ouest soudanais.

Au Darfour les combats meurtriers quotidiens rappellent que la paix au Soudan n'est pas seulement une question Nord-Sud mais une équation nationale. Cette catastrophe humanitaire, qualifiée de "nettoyage ethnique", est parfois éclipsée par de fragiles pourparlers de paix entre le Nord arabomusulman et le Sud chrétien et animiste, qui s'affrontent depuis 1983 sur fond d'intérêt pétrolier.

V.B.

Darfour 2006



Agent de nettoyage ethnique



Surface nettoyée

Collectif
URGENCE DARFOUR
www.urgencedarfour.org

Chili

Mort de Pinochet : Une justice amère

Le général Augusto Pinochet est mort dimanche 10 décembre à l'âge de 91 ans, à l'hôpital militaire de Santiago. Selon la brève annonce de l'hôpital militaire, l'ancien dictateur chilien est mort de complications cardiaques. L'histoire retiendra que Pinochet a disparu avant de rendre compte à la justice et au peuple chilien de ses 17 années de dictature et des poursuites lancées à son encontre pour violation des droits de l'Homme. Mort sans rendre de comptes, l'ex-dictateur chilien ne sera jamais jugé.

Augusto Pinochet est né le 25 novembre 1915 à Valparaiso, dans une famille modeste descendant d'une famille bretonne arrivée au Chili au XVIII^e siècle. Il embrassera après ses études la carrière militaire en 1933 pour devenir 20 ans plus tard commandant dans l'armée de terre. Il est nommé général de brigade en 1970 par le président Eduardo Frei avant d'être choisi en 1973 par le président socialiste Salvador Allende pour diriger l'armée chilienne tandis que le pays est au bord de la guerre civile. Le Chili est alors divisé entre des milices ouvrières favorables au président Allende et des groupes paramilitaires soutenus secrètement par la C.I.A. qui défend les intérêts américains dans le pays. Pinochet se joindra rapidement au complot qui débouchera sur le coup d'État du 11 septembre 1973. Le palais de la Moneda est bombardé, Allende se donne la mort et des milliers de ses partisans sont arrêtés, torturés et tués. Propulsé chef de l'armée, il dissout les syndicats, interdit les partis politiques et se lance dans une répression terrible des opposants politiques.

Dans ce contexte, Pinochet s'honorait d'avoir été le premier à vaincre le communisme, déchaînant dans son pays une répression san-

glante contre ses ennemis. La police politique Dina fondée par le général Manuel Contreras puis remplacée en 1977 par la C.N.I., « a puissamment contribué au renforcement du pouvoir personnel du général et dictateur, menant la « guerre contre le marxisme », mais neutralisant également ses rivaux possibles au sein même du régime militaire », selon un rapport publié en décembre 2004



par la Commission nationale sur la détention politique et la torture. Jusqu'à la fin, Pinochet a refusé de reconnaître ses responsabilités dans le régime de terreur qu'il avait instauré. « A qui dois-je demander pardon ? A ceux qui ont essayé de me tuer ? A ceux qui ont essayé de liquider la patrie ? », lançait-il en 1994. Une dizaine d'année plus tard il estimait que ce serait plutôt à « ceux d'en face, les marxistes, les communistes » de lui demander pardon.

Le général Pinochet est mort sans avoir jamais eu à répondre des crimes commis au Chili pendant les 17 années de sa dictature, marquée par plus de 3000 assassinats politiques, un milliers de disparitions d'opposants et des milliers de personnes arrêtées, torturées ou contraintes à l'exil, selon un rapport officiel réalisé récemment. L'année 2006 avait pourtant été pleine de menaces judiciaires pour l'ancien dictateur, privé de son immunité, assigné à résidence plusieurs fois, et inquiété pour de très graves affaires qui ont ressurgi, telles que la « caravane de la mort » ou les tortures de la Villa Grimaldi. Pinochet aura donc toujours échappé à la justice de son pays en dépit de ses crimes et du dépôt de près de 300 plaintes pour violations des droits de l'Homme.

V.B.

DOSSIER PATRIMOINE

A la découverte du patrimoine bourguignon : visite des sources de la Seine en Côte-d'Or

Nouvel arrivant ou ancien étudiant, vous n'avez peut-être jamais eu l'occasion de partir visiter le patrimoine du département de la Côte-d'Or. Cet article a pour but de vous faire découvrir des lieux insolites, des sorties culturelles pour les week-ends ou tout simplement pour essayer de vous faire découvrir notre si belle région. Alors partons à la découverte des sources de la Seine.



La grotte et la nymphe de la Seine

Comme nous l'avons tous appris dans les livres de géographie de notre enfance, la Seine prend sa source sur le plateau de Langres à 471 mètres d'altitude, son cours est de 776 kilomètres et elle se jette dans la Manche au Havre. Mais soyons plus précis. La Seine prend sa source à environs 40 kilomètres au nord-ouest de Dijon sur la commune de Saint-Germain-source-Seine. Les relevés de l'Institut Géographique National nous disent à 446 mètres.

La source d'un fleuve peut évoquer des sites grandioses, le chaos des montagnes, le fracas des cascades... Ici, à perte de vue, s'étend un plateau monotone. Le terrain calcaire est pauvre, les habitations sont rares, les villages dépeuplés.

Un modeste vallon s'ouvre au cœur du plateau ; une oasis de verdure, cernée de grands arbres... un filet d'eau s'échappe d'une grotte, passe sous un pont miniature digne d'un jardin d'enfants, s'élargit parmi les prairies : c'est la SEINE... On a peine à le croire quand on songe au prestigieux fleuve de PARIS, traversant la capitale bruyante et surpeuplée.

Une grotte est installée au fond du vallon, elle abrite la nymphe de la Seine. C'est en 1864, sur proposition du célèbre Baron HAUSSMANN, que la ville de Paris acheta l'enclos et crut de son devoir d'ériger un monument aux sources du « fleuve auquel elle doit sa prospérité » comme l'écrivait à l'époque M. LARRIBE, sous-préfet. Le sculpteur dijonnais JOUFFROY fut chargé de sculpter une nymphe qui fut placée dans la grotte.

Mais l'histoire ne commence pas là. Il y environ 2000 ans, se tenait aux sources de la Seine un grand sanctuaire dédié à la déesse SEQUANA. C'était en ce lieu que les pèlerins venaient chercher la guérison miraculeuse de leurs maux et ils

laissèrent sur place des milliers d'ex-voto montrant leur passage et leur guérison.

En 1836, Henri BAUDOT, président de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or, décida d'entreprendre aux sources de la Seine des fouilles archéologiques. Ses découvertes furent nombreuses et les premiers relevés montrèrent l'existence d'un tel lieu de pèlerinage. Une des principales découvertes fut sûrement un vase en terre de 60 centimètres de diamètre sur lequel on pouvait lire « DEA SEQUANA RUFUS DONAVIT » (Rufus a fait don à la Déesse Sequana) et qui renfermait 836 pièces de monnaie et 120 ex-voto en bronze représentant des yeux et des organes génitaux.

Quelques années passèrent et c'est Henri COROT qui reprit les fouilles en 1932. Il découvrit alors ce qu'il a appelé « le trésor des sources de la Seine ». Il s'agit d'une statue en bronze de la Déesse Sequana sur barque et d'un faune. Il découvrit également des centaines d'ex-voto en pierre.

Les campagnes suivantes, 1950-1960, furent conduites par M. MARTIN. Elles avaient pour principal objectif de délimiter et de dessiner les fondations du sanctuaire.

En 1963, sous l'impulsion de M. MARTIN et Mme DEYTS, une nouvelle campagne fut conduite. Les découvertes furent exceptionnelles et quasi unique en Europe. En effet, sur les lieux de la pseudo piscine de M. COROT, on découvrit une collection de 300 ex-voto en bois, dans un état de conservation extraordinaire. Les études portèrent principalement sur leur conservation car au soleil et à l'air libre, ces ex-voto en bois se transformaient en poussière. Ce fut avec cette découverte la fin des fouilles aux sources de la Seine en 1969.



Ex-voto en bois

Aujourd'hui, un magnifique parc paysagé accueille les visiteurs qui n'hésitent pas à laisser une petite pièce dans la grotte pour perpétuer cette tradition double millénaire.

Ainsi cet humble vallon est un Haut Lieu ! ...

A.H.

L'ensemble des ex-voto est visible au musée archéologique de Dijon, 5 rue Docteur Maret – Pour aller aux sources de la Seine, prendre la N71 direction Troyes

Dernier Épisode : Salle du Globe

P.S. S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière)

« Il ne doit y avoir qu'un parti socialiste comme il n'y a qu'un prolétariat »

C'est au congrès de la II^e Internationale réuni en 1904 à Amsterdam que, sous l'influence du belge Émile Vandervelde et sous l'aile protectrice de l'allemand August Bebel et de l'autrichien Karl Kautsky, deux mains se tendent l'une vers l'autre, celle de Guesde et celle de Jaurès.

Les 23, 24 et 25 avril 1905, la Salle du Globe, 8 boulevard de Strasbourg à Paris voit déferler 286 délégués qui savent que le moment est historique. On retrouve toutes les chapelles (les sectes) socialistes, les ennemis jurés d'autrefois faire



preuve d'une extrême modestie face à l'histoire. Allemanistes, Broussistes, Indépendants, Blanquistes, Guesdistes, tous sont présents.

L'unité doit beaucoup à la troisième figure du Triumvirat socialiste Édouard Vaillant, l'incarnation de la tradition révolutionnaire blanquiste. Vaillant est né à Vierzon le 28 janvier 1840 dans une famille bourgeoise ce qui lui permet de faire des études très poussées pour l'époque. Il est docteur en médecine, docteur ès sciences et ingénieur. Mue par un idéal de Justice, tenté d'abord par Proudhon, il



se tourne vers Blanqui. Le 18 mars 1871, engagé dans la Commune, il siège au comité du vingtième arrondissement. Après l'écrasement de la Commune, il fuit en Angleterre, rencontre Karl Marx et revient lors de son amnistie en France en 1880. Sans crainte, il reprend son activisme révolutionnaire. En 1884, il est élu au Conseil Municipal, en 1893, il siège à la Chambre. Proche des syndicalistes, il les pousse en 1888 à revendiquer la journée de huit heures en 1892, il obtient la création des Bourses du Travail. En 1898, le Comité Révolutionnaire Central de Blanqui se mue sous son influence en Parti Socialiste Révolutionnaire. Pour l'indépendance des syndicats vis-à-vis des politiques, dreyfusard, ces positions ne l'empêche pas de rallier Guesde contre Jaurès. En 1905, c'est lui l'artisan de l'unité des socialistes.

Du dimanche 23 au mardi 25, les délégués tiennent six séances de travail. Marcel Sembat, socialiste et franc-maçon doté d'un grand sens de l'humour et de la diplomatie, démine des débats. Parmi les délégués, on peut noter la présence du jeune Marcel Cachin. Seulement cinq militantes sont présentes (Louise Guesde, Sorgue, Angèle Roussel, Bruguière et Louise Saumoneau). Une forte délégation russe est présente. On définit les statuts et règlements intérieur. Un bulletin sera publié « crime de Limoges » et on choisit le nom de Parti Socialiste, Section Française de l'Internationale Ouvrière. (Non sans débats !)

Le premier article définit le nouveau parti :

« parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisa-



tion des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste. »

Un parti marxiste mais de tradition républicaine, sans participation au gouvernement mais ne rejetant pas l'alliance avec les radicaux. Un parti inaugurant les deux méthodes réformiste mais révolutionnaire « tout en poursuivant la réalisation de réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, [c']est un parti de lutte de classe et de révolution. »

Néanmoins, le parti a une accentuation clairement révolutionnaire qui montre l'ascendant de Guesde sur le parti. Le révisionnisme des idées socialistes de Jaurès est rejeté, l'orthodoxie guesdiste est préférée car elle est dans la ligne de l'internationale.

On tire au sort le lieu du prochain congrès entre deux villes qui ont été le théâtre de massacre ouvrier. Entre Limoges et Chalon-sur-Saône. Ce sera Chalon-sur-Saône qui sera choisie.

Le mercredi 26 avril, dans la salle Tivoli-Vaux-Hall, au meeting ouvert de fin de congrès où sont présents les acteurs internationaux de l'unité », Émile Vandervelde et Camille Huysmans, Édouard Vaillant s'écrit devant 2000 citoyens :

« Depuis la Commune, il n'y a pas eu pour la grandeur et l'avenir du socialisme français de jours plus importants que ceux au cours desquels l'unité socialiste vient d'être effectuée. »

De la Commune à la Salle du Globe, où on assiste à l'union des socialistes, combien de citoyens, militants, sont-ils morts sur les barricades, pendant les répressions ouvrières de Limoges ou de Chalon, combien n'auront pas assisté à cette unité ? Mais les idées sont plus fortes que la mort et que les scissions. Tourné ou le coup vache ! Elles paraissent marquées du sceau de l'éternité dégageant un espoir, celui d'un monde nouveau. Pas celui de la réalisation d'une utopie mais l'espoir que cette phrase sera comprise :

« Aller vers l'idéal en comprenant le réel » Autrement dit être socialiste c'est se battre pour un idéal, la société de la Liberté, de l'Égalité et de la Justice, la République Sociale, un idéal qui se travaille au quotidien.

Ne pas attendre la révolution pour sortir les citoyens gagnepetits de la fange créée par la grande société de consommation capacité.

Si tu veux changer la vie c'est ici et maintenant !



R.M.

A venir dans les colonnes de Post-Scriptum, une nouvelle série : Histoire du syndicalisme.

Humeur noire

Le monde va tellement bien que le sarcasme *Candide* est encore d'actualité 248 ans après sa composition. Entre les petits tracassés et les grandes misères, le monde va mal, l'Europe va mal, la France va mal, les jeunes vont mal, je vais mal. Après Coluche en 1981, les politiques vont peut-être se faire foutre d'eux par un présentateur télé, qui plus est d'une chaîne privée. Nicolas Hulot n'est pourtant pas le seul à se rendre compte qu'après le nucléaire, ce qui risque le plus de détruire la vie de notre terre, c'est le mode de vie même de l'être humain.

La communauté internationale, déjà impuissante à régler les conflits entre États (l'O.N.U. n'est qu'une coquille vide si elle se plie à la volonté d'un État impérialiste), est incapable de s'occuper réellement de notre avenir. Que dire lorsque cette communauté ne cherche pas à empêcher le parlement brésilien de voter une loi (2004) autorisant le sacage de la forêt amazonienne pour développer l'élevage intensif de bétail et revendre le bois à des multinationales ? Que dire quand le protocole de Kyoto doit être ratifié par les États, et non obligatoire vu la gravité de la situation ? Que dire lorsqu'elle permet aux États non pollués de vendre leur droit à polluer aux États ayant dépassés leur cota (2001, entre le Vatican et les U.S.A.) ? Lorsqu'un fou se tape la tête contre les murs, s'en rend-il compte ?

Revenons à nos agneaux. La démarche de M. Hulot peut faire sourire, elle n'en reste pas moins exemplaire, puisqu'elle soulève un problème extrêmement grave, et ne sera effective que si les candidats traditionnels à l'élection présidentielle laissent de côté la question écologique, la multiplication des candidats risquant de jouer en faveur d'un gros, vieux et blond Breton borgne.

Qu'il me soit permis de ruiner une idée fortement ancrée dans nos esprits contemporains. La matière qui est après le pétrole omniprésente et dont la fabrication coûte énormément à l'équili-

bre de notre planète est le papier. Ne croyez pas ceux qui vous disent que l'informatique (par ailleurs grand consommateur de plastique et donc de pétrole) réduit l'usage du papier, puisqu'il permet le stock de données. C'est simple et assez bête : à travers les siècles, plus la fabrication et la diffusion du papier ont été simplifiées, plus l'humanité en a utilisé. Nous vivons dans une véritable civilisation du papier. Jamais il n'a été aussi simple d'éditer un texte, de le photocopier et de le diffuser à grande échelle. Pour preuve, l'explosion des papiers gratuits est significative. Les



pubs évidemment, mais aussi les feuilles d'information, les tracts, les affiches d'annonces, jusqu'aux catalogues des maisons d'édition. Un produit gratuit n'est jamais gratuit pour la terre.

C'est une carte postale gratuite, diffusée sur Dijon courant 2005, qui avertissait les citoyens "responsables" :

« Vous avez un doigt sur l'avenir de la planète. Réduisons nos consommations d'énergie. » Elle figurait un doigt sur un interrupteur électrique. Je fais un rêve d'avance réduit en miette par les lobbies industriels : un candidat à la présidence qui inscrirait dans son programme (et pas seulement dans son programme) une loi interdisant les éclairages géants des usines et autres grands magasins. Cela déculpabiliserait les consommateurs de base, qui pour la plupart n'ont même pas les moyens de gâcher. Mais il existe des zones d'ingérence pour l'État ailleurs qu'en banlieue.

Pour ceux qui attendaient le troisième volet du triptyque Gaston Couté, je leur conseille de lire son œuvre. Je ne terminerai pas un travail décemment inutile. Pour lui aussi cela s'est mal fini ; il est mort à 31 ans de misère et d'alcoolisme.

J.C.

BREVES

Création du Comité SOS Fac Bourgogne

Peu d'associations peuvent, 20 ans après leur naissance, revendiquer être toujours au cœur de l'actualité et des débats. Et pourtant, SOS Racisme, avec des hauts et des bas, n'a jamais cessé, durant toutes ces années, d'initier des sujets de société, d'interpeller, de proposer, de manifester... en se plaçant à chacune de ses époques comme une association en mesure de saisir les enjeux de son temps.

Cela n'est pas le fruit du hasard. Si SOS Racisme a eu cette capacité, c'est parce l'association est restée fidèle à ses valeurs : celui de la construction d'une République métissée, tournant le dos à l'extrême droite mais également à la conception « communautariste » de la lutte antiraciste.

L'antiracisme n'a jamais été pour nous la volonté de défendre telle population contre telle autre, de voir se constituer sur des bases ethniques ou religieuses des « syndicats » de défense de telle ou telle communauté.

L'antiracisme, a toujours été la volonté de voir chacun vivre à égale dignité dans la société, quelles que soient ses origines, sa confession ou ses pratiques culturelles.

C'est ce projet de fraternité et d'égalité qui a toujours orienté l'ensemble des combats de SOS Racisme. Celui pour l'intégration des étrangers, celui pour la conception d'une France fière d'être diverse et plurielle, celui contre les ghettos et les discriminations raciales ou encore celui sur le travail de pédagogie nécessaire concernant la résurgence de l'antisémitisme. Si ces combats ont permis des avancées importantes et ont contribué utilement à faire de notre pays une terre de métissage, il n'en demeure pas moins que des luttes fondamentales nous attendent pour les années à venir.

Ainsi, si l'intégration a globalement réussi, l'existence des ghettos et des discriminations continuent plus que jamais à toucher de plein fouet les « nouveaux Français » issus de l'immigration. Ces réalités, comme SOS Racisme l'a indiqué depuis ses débuts, contribuent puissamment à faire reculer l'adhésion d'une partie de la jeunesse aux valeurs républicaines considérées comme de simples déclarations d'intention et à faire ainsi le lit d'un communautarisme dont on sait ce qu'il porte en lui de profondément réactionnaire.

Dans ce contexte, il faut prendre conscience plus que jamais de l'importance des points de repère et des perspectives que nous sommes en mesure de proposer.

Nous le constatons au quotidien : les failles de la République

que sont les ghettos et les discriminations ont été, pour les forces intégristes, une formidable occasion d'expliquer que c'est bien la République qu'il fallait abattre. Pour SOS Racisme, au contraire, lorsqu'il existe des failles dans la République, le seul moyen de résorber ces failles, c'est bien d'avoir l'ambition de faire vivre l'égalité républicaine.

Il est ainsi de notre rôle de rappeler que les valeurs de la République sont les seules à même de permettre à chacun de s'épanouir dans la société. Il est du rôle de SOS Racisme de défendre ces valeurs lorsqu'elles sont attaquées et remises en cause. SOS l'a fait sur la laïcité. Mais la défense de la République ne peut pas se réduire à de simples rappels à la règle.

Défendre la République, c'est la faire considérer comme une source d'émancipation, c'est la rendre crédible en faisant que ses valeurs soient vécues par tous et partout dans le quotidien. Défendre la République, c'est lutter sans relâche contre les ghettos et les discriminations.

Pour cela, il est urgent de rompre avec le discours de victimisation dans lequel certains, qui y voient là un moyen d'apaiser leur conscience, souhaiteraient enfermer les jeunes générations. Le rôle de SOS Racisme consiste non pas à considérer les gens comme des victimes mais comme des acteurs de la société qui ont le pouvoir de la faire évoluer. C'est ainsi de contribuer à ce que de nouvelles générations s'engagent dans le combat antiraciste pour affirmer qu'il est urgent de lutter contre le fascisme et le communautarisme, pour construire une société qui refuse que les gens se construisent les uns contre les autres.

Bâtir la République métissée n'est pas un « loisir ». Construire la République métissée, c'est comprendre qu'il existe un combat fondamental qui rend tous les autres possibles : le combat antiraciste.

Bienvenue au Comité SOS Fac Bourgogne qui veut développer une Université solidaire et métissée.

Contact : sosfacbourgogne@hotmail.fr



A.H.

Vos réactions !

PScriptum@hotmail.com

<http://pscriptum.canalblog.com>

Post-Scriptum:

5 rue Henri Baudot - 21000 Dijon

Journal imprimé par nos soins - Par ailleurs un grand merci à Louise !

Ne pas jeter sur la voie publique (faites le plutôt circuler !)

1^{ère} édition publiée à 1000 exemplaires, le 20 décembre 2006